Le Maire a reçu les organisations syndicales le vendredi 14 octobre : « à partir d'aujourd'hui, ce sera comme d'habitude »...

Telle est la réponse qu'aurait pu formuler le Maire aux sept organisations syndicales conviées « à une réunion d'information et d'échanges sur la situation budgétaire, les effectifs et les orientations en matière de ressources humaines ».

Bertrand DELANOË a rappelé les principales mesures mises en œuvre récemment en faveur des personnels, telles que la question du pouvoir d'achat pour les « bas salaires » qui a bénéficié à 30 000 agents (ce qui signifie que 20 000 agents en ont été exclus), la réforme de la catégorie B dont les deux premières étapes ont touché 4 000 agents.

Toujours dans cette tonalité qui se voulait positive, le Maire a répondu favorablement à la demande unanime des organisations syndicales (issue des mouvements de grève de fin 2009, début 2010), à savoir l'avancement à la durée minimale d'échelon, qui fluidifie et accélère le déroulement de carrière, comme cela se pratique déjà dans la Fonction Publique Territoriale (FTP). Cette démarche ne signifie pas pour autant un alignement sur la FPT, le Maire rappelant son attachement clair au statut spécifique parisien.

Enfin le Maire a pris en compte la nouvelle taxation des mutuelles complémentaires de santé, en demandant à la DRH d'étudier la revalorisation de l'APS (allocation prévoyance santé).

Il a en outre fixé des priorités en matière de santé et sécurité au travail, de « déprécarisation » pour laquelle une nouvelle étape sera lancée, autorisée par un nouvel environnement législatif, en concertation avec les organisations syndicales.

Les choses se sont gâtées lorsque le Maire a réaffirmé la stabilité des effectifs qui ne pourra en aucun cas être remise en cause, insistant sur le fait que le maintien de l'emploi rendait la Ville exemplaire vis-à-vis des autres collectivités territoriales, qui, selon lui, suppriment des postes.

Tous les syndicats ont exprimé leur hostilité à cette politique de redéploiement des effectifs préjudiciable aux conditions de travail des personnels et à la qualité du service rendu.

Yves BORST, au nom de l'UCP, a développé notre position concernant cette politique :

- l'UCP est en désaccord avec la politique de redéploiement des effectifs qui consiste à supprimer des postes dans certaines directions pour les transférer vers d'autres, notamment pour doter les nouveaux équipements.
- Ainsi de 2006 à 2010, de nombreuses directions ont vu leurs effectifs diminuer de plus de 3% (hors transferts de compétences), sans pour autant que la charge de travail ne diminue. L'UCP observe d'ailleurs que cette politique ne contente pas davantage les directions « bénéficiaires », comme en témoigne le mouvement récent dans le secteur de la petite enfance. De plus, les efforts sont injustement répartis, ce sont les catégories C qui payent le plus lourd tribut.

- L'UCP considère que la politique de recherche de gains de productivité, initiée dès 2002 lors de la mise en œuvre de l'ARTT, arrive à son terme. Diminuer les effectifs dans les directions conduit donc très directement à dégrader les conditions de travail, à désorganiser les services et à augmenter le stress au quotidien.
- L'UCP établit un lien direct entre cette politique de redéploiement et l'augmentation sensible de l'absentéisme. Elle considère que le bilan financier de cette politique est négatif. En effet, la suppression de 205 postes en 2010 a conduit à réaliser 7 à 8 millions d'euros d'économies budgétaires, à comparer au coût de l'absentéisme, évalué par l'Inspection générale à 160 millions d'euros en 2007, sans doute de l'ordre de 200 millions d'euros à ce jour.
- L'UCP constate que la politique de redéploiement se traduit désormais par des externalisations (exemple du Bureau de la topographie à la DU) et s'interroge sur la perte de qualité de service qui peut en découler ainsi que sur les économies réellement réalisées.
- Sans nier le contexte budgétaire de la Ville, l'UCP observe que la Chambre Régionale des Comptes, dans un rapport récent, a mis en évidence que la part du budget de la Ville consacrée à la masse salariale est sensiblement inférieure à la moyenne constatée dans les autres collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'UCP est également intervenu sur les projets de réforme.

- L'UCP a pris connaissance du souhait du maire (lettre de mission adressée à la Secrétaire générale le 17 juin 2011) que les projets de réforme permettent « aux agents de bénéficier de conditions plus satisfaisantes d'exercice de la mission qui leur est confiée ». L'UCP considère qu'il serait très utile d'établir un bilan dans cette perspective des réformes conduites depuis le début de la mandature.
- L'UCP pense que la volonté de poursuivre les réformes, voire d'en accélérer le rythme, comme le préconise la lettre de mission, tout en poursuivant la politique de redéploiement (de nouveaux équipements doivent être ouverts d'ici la fin de la mandature), est en contradiction manifeste avec l'attention portée aux conditions de travail des agents, qui ne peuvent selon nous que se dégrader davantage.
- Enfin, l'UCP observe que les cadres sont des relais indispensables de la volonté de réforme de l'exécutif municipal, qu'ils doivent donc faire face à une pression accrue, sans pour autant qu'une attention particulière soit accordée à leurs revendications propres. Bien au contraire, il n'est pas rare qu'ils soient présentés comme des privilégiés, ce qui les prive de toute légitimité pour porter leurs demandes. L'UCP refuse toute stratégie visant à opposer les catégories de personnels entre elles.

Si l'UCP apprécie que le Maire prenne un peu de temps pour échanger avec les organisations syndicales, elle regrette la fin de non-recevoir qui a été opposée à la demande unanime de revenir sur la politique de redéploiement, qui est pourtant en contradiction manifeste avec la volonté affichée d'améliorer les conditions de travail et s'inquiète quand elle entend le Maire affirmer que « certains postes sont plus importants que d'autres » et que « il y a des domaines non indispensables dans le service public ». Constater que l'évaluation par les agences de notation (Paris bénéficie aujourd'hui du fameux AAA, qui lui permet d'emprunter à des taux bas) semble primer sur la situation des personnels ne rend pas très optimiste pour l'avenir...

3^{ème} étape de la réforme de la Catégorie B : renvoi à la 4^{ème} étape pour les corps de technicien qui refusent d'être fusionnés en un seul corps !

Une réunion plénière sur la réforme de la catégorie B s'est tenue le 19 octobre 2011. Celle-ci faisait suite à plusieurs réunions techniques en formation de CAP dont deux spécifiques pour les techniciens supérieurs (TS), les 27 septembre et 17 octobre derniers.

Au cours de ces réunions, l'UCP-STP a refusé la proposition de la DRH tendant à créer un « grand corps technique » dont le principe est de fusionner les techniciens supérieurs, les techniciens de laboratoire, les techniciens de la surveillance spécialisée, les contrôleurs de sécurité, les assistants paysagistes (actuellement non titulaires), les futurs lauréats de la nouvelle filière multimédia

(photographes, webmasters, etc. initialement intégrés chez les techniciens des services culturels) et certains dessinateurs projeteurs.

L'UCP, de même que les autres organisations syndicales représentatives du corps, considère qu'il était anormal d'une part de rompre son homologation avec celui des techniciens supérieurs de l'Équipement (emploi fonctionnel, régime indemnitaire, accès spécifique en catégorie A ...), d'autre part de regrouper des métiers avec des grilles spécifiques, des statuts différents, des régimes indemnitaires bien différents (primes et Nouvelle Bonification Indiciaire), des reclassements dans le Nouvel espace statutaire de la catégorie B à géométrie variable et enfin de traiter plusieurs filières disparates de métiers dans une même CAP.

La DRH, mettant en préalable l'adhésion à cette fusion artificielle, a refusé d'aborder les thèmes que les élus du corps considèrent comme partie intégrante de la démarche statutaire à savoir :

- Le recrutement et le contenu du concours à BAC+2,
- Le contenu de la formation initiale en partenariat avec l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP)
- Les modalités de passage au 3^{ème} grade du Nouvel Espace Statutaire de la catégorie B
- La confirmation, les modalités et le périmètre de l'intégration des dessinateurs en catégorie B.

Les organisations syndicales représentatives à la CAP des techniciens supérieurs se sont prononcées par deux fois en réunion technique **contre la fusion** et **pour la suspension de la réforme** tant que les textes réglementaires concernant le corps homologue de l'État ne seront pas parus.

Lors de la réunion plénière du 19 octobre 2011, l'UCP-STP a fermement réaffirmé cette position. C'est ainsi que la plupart des organisations syndicales (UCP, CGT, UNSA et FO) ont abondé dans ce sens et repris les réserves et les points durs évoqués ci-dessus. En fin de séance, le DRH prenait acte de la position majoritaire des organisations syndicales concernant l'attente de la publication des textes d'homologation avec l'État et donc le report, pour ces corps, de la réforme qui sera intégrée dans la 4^{ème} vague du nouvel espace statutaire de la catégorie B à la Ville (1^{er} semestre 2012).

En revanche, les projets de délibération relatifs aux métiers paramédicaux regroupés en huit spécialités et les métiers de la filière culturelle regroupés dans le futur corps des personnels spécialisés des bibliothèques et des musées, seront présentés au CSAP du 24 novembre et au Conseil de Paris de décembre.

Nous développerons plus en détail ces filières de métiers et les demandes que l'UCP a formulées en faveur de la reconnaissance de tous les professionnels, ainsi que des mesures d'intégration de catégorie C en B.

Nous reviendrons également sur les examens professionnels, dont les épreuves orales constituent une innovation en permettant aux candidats de valoriser leur parcours professionnel.

L'UCP a réélu son bureau

Le mardi 18 octobre dernier, l'UCP a réélu à l'unanimité le bureau sortant. Il demeure ainsi composé : Président : Yves BORST, Vice-présidents : Jean-Pierre ARNAULT, Michel BEZUT et Pascal CALAMIER, Secrétaire : Françoise Lilas, Secrétaire adjoint : Dany TALOC, Trésorier : Michel LE ROY, Trésorière adjointe : Viviane HAMMOU, Membres associés : Françoise LE BOZEC, Gérard BROMET, Philippe CHICOISNE, Max DESAVISSE.

Union des Cadres De Paris

2bis, square Georges Lesage 75012 Paris – Tél. 01.43.47.80.72 – Fax. 01.43.47.81.45